

## TENDANCE

PARIS, LE 18 MARS 2013

## Petite musique

**A** la veille de son intervention télévisée, **François Hollande** doit continuer à batailler sur deux fronts. Vis-à-vis de l'Europe, il tente de faire prévaloir l'idée que discipline budgétaire et perspective de croissance peuvent aller de pair, sur fond de négociations avec Bruxelles en vue d'arrêter les engagements de déficit de l'Hexagone en 2014. Sur la scène intérieure, il lui faut conjurer la montée du sentiment de défiance des acteurs économiques. Et la petite musique sur le départ à l'étranger de grands patrons et de talents plus anonymes devient obsédante. Les investisseurs étrangers et les fonds, notamment du Golfe, se détourneraient de la France, hormis certaines opérations notamment immobilières, par manque de visibilité sur la stratégie économique du pays, de stabilité des règles du jeu, et par excès de fiscalisme.

Parallèlement, le chef de l'Etat doit aussi tenir compte de l'opinion, qui, dans les sondages, montre peu d'allant pour réduire vraiment le nombre de fonctionnaires ou concéder des reculs en matière de retraites. Pour tenter de trancher ce nœud gordien, il plaidera sur le bien-fondé de sa méthode basée sur la concertation avec les partenaires sociaux et lancera de nouvelles initiatives, à l'instar du recours aux ordonnances. Mais les dirigeants d'entreprise attendent une nouvelle étape en vue d'accroître la compétitivité du site France. Plusieurs grands patrons sont montés au créneau ces jours-ci pour faire passer des messages en ce sens.

Pendant ce temps, **Mario Draghi** collecte des appuis en vue d'une baisse des taux d'intérêt. Les derniers « oui » arrivent des Pays-Bas (le pays découvre que l'économie est dans une situation délicate) et de l'Autriche, qui souffre de la crise italienne et des problèmes des pays d'Europe de l'Est. Par ailleurs, le camp de la « core Europe » perd l'appui de la Finlande, qui a choisi d'être neutre. En revanche, la **Buba** campe sur ses positions qui pourraient évoluer si l'inflation donne des signes de faiblesse. Avec le risque d'un conflit ouvert avec **Jens Weidmann**, susceptible d'être mis en minorité si la décision est prise après un vote formel.

Malgré une reprise de la croissance économique prévue au second semestre, une baisse globale de 0,5 % du PIB dans la zone euro reste d'actualité pour 2013, d'après l'étude **Ernst & Young Eurozone Forecast**. Les perspectives pour 2014 restent de 1,1 %. Par ailleurs, la zone euro devrait connaître un nouveau taux de chômage record de 12,4 % à la fin 2013 qui constituerait un obstacle à la croissance.

Au **Medef**, sur fond de bataille intense de communicants, l'heure de vérité approche pour les protagonistes de la compétition pour la présidence de l'organisation. **Laurence Parisot** va devoir composer avec l'avis du comité statutaire qui n'aura pas été unanime. Pendant ce temps, **Frédéric Saint-Geours** prépare activement sa candidature avec le soutien plein et entier de la famille **Peugeot**. Car c'est bien ainsi qu'il faut interpréter le départ, cette semaine, de la direction des marques du groupe **PSA** de celui qui préside aujourd'hui la puissante **UIMM**. ■

- **Louis Dreyfus Armateurs :**  
Il investit de Singapour à l'Inde ..... 3
- **Groupe Sud Ouest :**  
Vers une ouverture du capital ..... 4
- **Commission Duron :**  
A la peine sur ses conclusions ..... 5
- **Espagne :**  
Libéralisation en vue ..... 7
- **Guy Loichemol :**  
Il pousse un plan d'épargne investissement ... 8

## L'ENQUÊTE

**JO 2020 : les atouts d'Istanbul** ..... 2

## LA COULISSE

**SGP : nouvelle gouvernance en vue** ... 3

## EN PRIVÉ

■ **FRANÇOIS HOLLANDE** a sidéré ses interlocuteurs à Dijon en ne paraissant pas du tout affecté par les images sur les télévisions montrant l'exfiltration de perturbateurs par des agents de sa sécurité. Un détachement par rapport à ce bogue de com' qui leur a paru incompréhensible.

■ **SELON UNE ENQUÊTE** Ernst & Young, qui vise à sensibiliser les entreprises aux enjeux opérationnels liés à l'eau, celles-ci méconnaissent les risques liés à la rareté de l'eau alors qu'un tiers de la population mondiale pourrait vivre à l'horizon 2025 dans une zone de stress physique d'eau.

■ **DENIS KESSLER**, qui redoute l'émergence de troubles sociaux en France, a calculé que pas moins de 30 mots ou expressions (chouannerie, voie de fait...) désignent en français cette notion. Un lourd héritage !

■ **DAVID MARTINON**, ancien porte-parole de Nicolas Sarkozy nommé consul général à Los Angeles, fait son retour au Quai d'Orsay. Il devrait être bientôt désigné représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour la société de l'information. Ce poste était occupé jusqu'ici par Richard Boidin, candidat malheureux à la direction de la chaîne TV5 Monde.

Pour tout renseignement sur votre abonnement, vous pouvez vous adresser à Nadia Boufassa.  
Tél. : 01 75 55 42 99 - Fax : 01 75 55 41 29 -  
nboufassa@groupe-exp.com

**INTERNATIONAL** La commission d'évaluation du Comité international olympique sera sur les rives du Bosphore du 24 au 27 mars pour examiner la candidature turque. Pour la première fois, la Turquie est en position de décrocher les clés des JO.

# JO 2020 : les atouts d'Istanbul

Istanbul décrochera-t-elle enfin les jeux Olympiques d'été? Les Turcs postulent depuis 2000 et, avec cette cinquième tentative, ils n'ont jamais été aussi prêts du but. Pour 2012, Istanbul n'avait même pas passé le cap des phases éliminatoires du Comité international olympique (CIO) et n'avait pas obtenu le statut officiel de ville candidate. Pour 2020, la métropole de 14 millions d'habitants fait partie des trois derniers finalistes avec Madrid et Tokyo.

**Contrairement aux candidatures précédentes, le gouvernement turc** a fait de la bataille des Jeux une priorité nationale. C'est le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui a annoncé publiquement que la grande ville du Bosphore serait candidate et il s'est personnellement impliqué en envoyant des lettres d'intention au CIO. Pour cette édition, Ankara a fourni toutes les garanties en s'engageant à payer la note finale au cas où elle serait plus élevée que prévue, ce qui est fort probable. Il s'agit d'un argument auquel les 115 membres de l'organisation, qui désignera la ville hôte le 7 septembre, est extrêmement sensible.

## ENJEUX URBAINS

« La candidature peut avoir des effets positifs en augmentant l'attention portée sur le développement urbain », décrypte Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes. Un troisième aéroport international et un troisième pont sur le Bosphore vont notamment être construits. Ces projets accélèrent le développement d'Istanbul vers l'ouest et la mer Noire, où sera installée une partie des infrastructures olympiques. Mais pour avoir une influence bénéfique, il faudrait que « la société civile puisse s'exprimer, ajoute ce géographe. Or, jusqu'ici, on est dans l'urgence et dans le fait accompli, imposé d'en haut ».

**Comme Pékin et Rio, Istanbul est la locomotive d'un pays émergent,** aujourd'hui quizième économie mondiale. Les Anglais ne s'y sont pas trompés.

« La Turquie appartient au futur et non au passé, a déclaré Ken Livingstone, l'ancien maire de la capitale britannique, lors d'une conférence le 1<sup>er</sup> mars. Plus que jamais la Turquie est

prête pour les Jeux, son tour est venu. » Hugh Robertson, ministre des Sports britannique, a rencontré les autorités turques fin février. « Il y a en Grande-Bretagne une reconnaissance du fait que la Turquie est devenue un grand marché émergent et l'expertise de Londres peut servir à Istanbul », explique Jon Tibbs de l'agence de communication JTA, qui a conseillé les villes candidates de Sotchi, de Pékin et d'Athènes avant Istanbul 2020.

**Les experts internationaux, dont se sont entourées les autorités turques,** montrent d'ailleurs leur détermination : elles ont fait appel à Michael Payne, ex-directeur marketing du CIO, qui a joué un rôle clé dans l'attribution des Jeux à Londres et à Event Knowledge Services, conseiller technique principal de la candidature brésilienne.

**Avec un budget de 16,6 milliards de dollars pour les infrastructures** de transport et sportives, la Turquie investit en masse pour pallier son retard dans ces domaines sur les deux autres villes concurrentes. Au-delà de l'aspect technique, le pays présente un déficit de visibilité sportive. A l'image de Hasan Arat, président du Comité de candidature : promoteur immobilier, c'est un ancien joueur de basket-ball professionnel, dont le nom parle peu à l'international. Son profil correspond à celui, encore modeste, de la Turquie au niveau sportif.

**Mais la démographie du pays représente un immense réservoir** de licenciés pour les fédérations : avec un pouvoir d'achat en hausse, les moins de 35 ans

représentent plus de 60 % de la population. Comparé au Japon, dont le marché est mature, la Turquie met en avant un vaste territoire à conquérir. Et pour convaincre les membres du CIO,

Ankara a lancé un Plan national des sports afin d'en développer la pratique. A ses 500 millions de dollars investis chaque année, s'ajoute un programme de 1,77 milliard de dollars consacré à la réalisation de 415 sites sportifs et de 24 grands stades dans le pays d'ici à 2020.

**Avec la candidature au JO, l'industrie sportive turque se structure.** Sept sociétés, dont Turkish Airlines ou le conglomérat Koç, ont annoncé une contribution de 15 millions d'euros à l'organisation de l'événement. Autant de sponsors locaux à l'avenir et globaux. « C'est très important pour le mouvement sportif et pour le CIO d'être en contact avec de nouveaux partenaires commerciaux, affirme Jon Tibbs. Il pourrait se nouer des partenariats. Turkish Airlines pourrait être l'un de ceux-là. »

**Enfin, la candidature d'Istanbul privilégie un story telling attrayant** au niveau symbolique. Les Jeux se dérouleraient sur deux continents (Europe et Asie). Et la Turquie serait le premier pays musulman à accueillir les JO. Officiellement, l'argument n'est pas mis en avant, mais il est pris en compte par le CIO. Attribuer les Jeux aux Turcs constituerait une excuse pour ne pas retenir Doha pour 2024 au motif qu'une nation musulmane est l'organisateur précédent. Et la candidature du Qatar est loin de faire l'unanimité au sein du CIO. ■ Laure Marchand



## GRANDES ENTREPRISES

### ■ SCHNEIDER ELECTRIC

connaît une évolution contrastée de ses marchés à l'international. Si les Etats-Unis sont bien repartis, et que la Chine semble redémarrer, l'Europe du Sud est en revanche en panne, tirant vers le bas l'Europe du Nord. Le groupe mise aussi sur l'Afrique, qui se tient très correctement en ce début d'année.

■ **SCOR** chiffre à 27 millions d'euros le coût des prélèvements supplémentaires pour le groupe induits par les différentes mesures fiscales prises par le gouvernement.

■ **SNCF** ambitionne de desservir Madrid dans le cadre de la mise en place de la desserte directe prévue entre la France et l'Espagne avec le TGV. Cependant, sa demande de sillons est mal vécue par la Renfe, son homologue espagnol.

■ **DASSAULT AVIATION** étudie la possibilité d'équiper ses jets civils et militaires de batteries au lithium pour des raisons de sécurité. Dans ce cadre, l'avionneur vient de prendre contact avec le français Accu-watt, qui va produire ce modèle de batteries à partir de 2013.

### LOUIS DREYFUS ARMATEURS MISE SUR L'ASIE

■ Philippe Louis-Dreyfus, PDG de Louis Dreyfus Armateurs, pousse les feux en Asie du Sud-Est, dans laquelle il voit un eldorado pour son groupe. Après avoir marqué son retour sur le marché de la construction neuve pour ses activités traditionnelles de transport de matières premières en vrac en 2011 en commandant huit vraquiers au chantier naval de Bohai Bay, le groupe vient d'investir 35 millions de dollars pour fabriquer trois barges autopropulsées de 13 000 tonnes pour le compte de sa filiale Orchard Maritime Services (OMS). Celles-ci permettront à son client, le groupe Kideco, de doubler sa capacité de transport de charbon de 1 à 2 millions de tonnes par an. L'élaboration de ces trois bateaux sera confiée à Samsung Construction & Trading et sera menée sur les chantiers navals de Nanyang Jinjiang. La livraison est prévue entre avril et août. Par ailleurs, en Inde, LDA, qui est d'ores et déjà numéro deux des vracs secs dans le pays, vient de porter ses capacités de manutention à 40 millions de tonnes avec un investissement de près de 250 millions de dollars via Alba, sa filiale locale. Alain Le Guillard, directeur général du groupe, vient d'ailleurs d'accueillir l'ambassadeur de France à New Delhi, François Richier, accompagné d'une délégation de conseillers du commerce extérieur de la France pour une visite du chantier du terminal portuaire de Vizag dans le sud-est du pays. ■

■ **EDF** poursuit discrètement ses négociations avec Pékin pour lui vendre un réacteur nucléaire de 1000 mégawatts. Le groupe continue à discuter malgré l'accord signé avec Areva pour créer une « équipe de France du nucléaire » à l'export. EDF estime que la mise au point de spécificité commune avec Areva sur les réacteurs va prendre trop de temps.

■ **MONDELEZ**, ex-Kraft Foods, va soutenir grâce à la publicité ses ventes de chewing-gums sans sucre afin de maintenir les volumes fabriqués en France. Le « sans sucre » est un produit premium sur lequel le groupe préfère réaliser des marges. Mais, en période de crise, les volumes menacent de s'écrouler. Une pâte multicolore sera bientôt disponible sur le marché hexagonal.

■ **MSD** va transférer sur son site de Riom, qui emploie 700 salariés, la production de deux nouveaux médicaments jusqu'à présent fabriqués à l'étranger. L'un est déjà en phase 3, tandis que pour l'autre il ne s'agirait que de le conditionner.

■ **NEXTER** prévoit d'augmenter de 20 % en 2013 ses dépenses de R&D. L'ex-Giat Industries va notamment développer une version à chargement automatique de son obusier Caesar de 155 mm. Une option qui va intéresser les clients d'Asie mais aussi du golfe Persique.

■ **ROXEL**, fabricant de moteurs de roquettes et de missiles, va proposer à son conseil d'administration, ce mercredi, une augmentation de son capital. Celle-ci sera uniquement réservée aux salariés de l'entreprise.

■ **AIRCELLE**, filiale de Safran spécialisée dans les nacelles de réacteurs civils, espère obtenir en juillet le permis de construire de sa nouvelle et future usine située à Hambourg. Cette unité sera située près des installations d'assemblage final d'Airbus Allemagne. La construction commencera en 2014.

## LA COULISSE DE LA SEMAINE

### SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS : COMMENT ELLE VA FAIRE ÉVOLUER SA GOUVERNANCE

Depuis que Jean-Marc Ayrault a publié la feuille de route pour le futur « supermétro » d'Ile-de-France, la Société du Grand Paris (SGP) peut désormais entrer dans le vif du sujet. Elle se prépare à conclure l'attribution des marchés d'ingénierie de la ligne Pont-de-Sèvres-Noisy-Champs et de son prolongement à l'est. Au total, une demi-douzaine de lots se trouvent en jeu depuis juin 2012. Systra, Egis, Setec, Ingérop, Artelia, ou encore SNC-Lavalin, Ginger et Arcadis – certains associés à des cabinets d'architecte pour la conception des gares – figurent en phase finale. La SGP devrait attribuer pour 300 à 400 millions d'euros de contrats financés sur ses ressources propres.

Autre tâche, parallèlement à la poursuite des fastidieuses acquisitions foncières, le maître d'ouvrage du nouveau Grand Paris prépare le débat public de la ligne sud. Il pourrait se dérouler au second semestre de l'année. Bref, une accélération du tempo et de la charge de travail pour la structure dont Etienne Guyot

préside le directoire. De quoi fournir à certains membres de cet établissement public (105 salariés) l'occasion de revendiquer une hausse de ses moyens. « Il nous faudrait 30 personnes de plus », estime-t-on en interne. Une demande mal accueillie par le gouvernement qui prépare un nouveau coup de rabet sur les dépenses générales.

Remettre la SGP dans le droit commun en faisant du Stif l'organe qui valide son programme n'est pas un vain mot. Dans le cadre de la décentralisation, les réflexions du gouvernement sont en cours quant à l'évolution de sa gouvernance. Maintien d'un conseil de surveillance et d'un directoire ou bien glissement vers un conseil d'administration présidé par un PDG? L'enjeu est de dépolitiser, c'est-à-dire de réduire le poids des élus à la tête d'une SGP historiquement installée contre le Stif sous le quinquennat Sarkozy. Une façon aussi d'exfiltrer en douceur André Santini, qui préside le conseil de surveillance. ■





## Art.com français

Le groupe américain, qui veut rendre l'art accessible grâce à une banque de 1,2 million d'images, prépare le lancement de son site en France d'ici à décembre. Jusqu'à présent, le groupe ne disposait que de son site AllPosters, moins haut de gamme. L'objectif est que la France, aujourd'hui troisième marché européen, devienne le premier. Le groupe est en discussion avec des musées et compte nouer des partenariats avec des éditeurs de presse et des marques. Si le lancement est réussi, Art.com s'attaquera au marché allemand. Le groupe, présidé par Geoffroy Martin, devrait dépasser les 200 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013. ■

## « Le Figaro » analytique

Mettre l'accent sur les points de vue et les analyses, tel est l'axe choisi pour la nouvelle formule du *Figaro*. Le quotidien va recruter Nicolas Baverez, qui officiait au supplément économique du *Monde*, pour tenir une chronique hebdomadaire de politique économique. Renaud Girard, grand reporter au service international, réalisera, lui, un billet diplomatique, tandis que Guillaume Tabard sera chargé des éditoriaux politiques. Le site Internet va de son côté multiplier les émissions de plateau (*Le Talk Orange*, *Le Buzz Média*) autour de nouvelles thématiques. Enfin, une marque sonore unique sera créée afin d'augmenter la notoriété de celles-ci. ■

■ **DURISOTTI**, fabricant de véhicules pour la police et sa gendarmerie, grevé par 20 millions d'euros de dette, et en redressement judiciaire, fait l'objet d'une dizaine de marques d'intérêt émanant d'industriels en vue d'un rachat. Trois d'entre elles sont jugées sérieuses, dont celle émanant du groupe Iveco, filiale de Fiat. La date limite de dépôt des dossiers de reprise est fixée à la fin mars.

■ **LEXUS** compte diversifier son réseau d'agences en France, et en particulier à Marseille et dans sa région. Le constructeur prévoit, par ailleurs, une hausse de 10 % de ses ventes dans l'Hexagone en visant notamment le marché des flottes d'entreprises.

■ **PATRIWINE** prévoit un développement outre-Atlantique et en Chine à moyen terme. Franck Nogues, son fondateur, table sur 20 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013, contre 10 en 2012. L'entreprise anticipe un fort développement des prix sur les crus 2006 et 2008, ainsi que sur les grands seconds crus classés des domaines de bordeaux.

■ **ETAM** ne prévoit pas de fermer de magasins de prêt-à-porter en 2013, contrairement aux exercices antérieurs. La filiale d'Undiz pourrait ouvrir entre 10 et 15 points de vente en France cette année et poursuivre son développement sur le Vieux Continent.

■ **PINEL & PINEL** a enregistré une progression de 20 % du chiffre d'affaires en 2012. La hausse devrait être supérieure en 2013 grâce à l'export. Le malletier va s'agrandir à Paris et ouvrira un corner aux Galeries Lafayette en fin d'année. L'enseigne réfléchit aussi à une extension d'activité sur les jets d'affaires pour VIP.

■ **ISOGRAD**, qui vient de boucler sa deuxième levée de fonds en deux ans, va passer à la vitesse internationale. La start-up, qui veut devenir un standard de l'évaluation de la compétence informatique avec son Tosa, a déjà reçu une demande de licence émanant de dix pays, dont le Brésil et l'Inde. Elle est aussi en discussion avec Harvard pour que le test y soit adopté. But : 1 million de Tosard à l'horizon 2018.

■ **YELLOW KORNER**, société créée par Alexandre de Metz et Paul-Antoine Briat, qui propose des photographies d'artistes à des tarifs abordables, se développe à l'international en franchise. Après l'Allemagne et la Grande-Bretagne, elle vient d'ouvrir à New York et Santa Fe. Rentable, Yellow Korner a réalisé 15 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier. Détenu par 360° Capital Partners, l'entreprise, lancée en 2006, devrait faire l'objet d'une sortie cette année par le biais d'un LBO.

■ **LINKLATERS** organisera le 28 mars une conférence ayant pour thème : « Conseils d'administration : elles arrivent ! » Celle-ci fait suite à une première édition intitulée « Femmes, juristes et conseils d'administration : l'heureuse conjonction des astres », qui a été organisée en décembre 2011. Cet événement, qui s'inscrit dans le volet diversité de la politique de RSE du cabinet, accueillera notamment Carol Xueref d'Essilor, Bertrand Richard de Spencer Stuart et Nathalie Rouvet-Lazare d'In Between.

### GROUPE SUD OUEST : VERS UNE OUVERTURE DU CAPITAL

■ Olivier Gerolami, PDG du Groupe Sud Ouest, a proposé aux actionnaires du groupe bordelais de privilégier une ouverture de capital plutôt qu'une cession par appartement. Ces derniers, qui auraient donné leur aval, ne devraient pas donner suite aux propositions de Bernard Tapie, nouveau coactionnaire de GHM, qui souhaitait racheter le groupe Midi libre, filiale de GSO à Montpellier. A court de trésorerie, Sud Ouest, dont la dette a été renégociée à hauteur de moins de 20 millions d'euros, doit trouver de l'argent frais pour financer son plan social qui concerne 180 postes et des investissements dans le numérique. Pour cette ouverture de capital, GSO compte sur l'entrée de sociétés issues du monde d'Internet ou de groupes de presse voisins, comme La Dépêche du Midi, avec qui un GIE avait été créé en 2008, ou comme La Montagne, qui a annulé en 2012 un projet d'alliance avec le belge Rossel. ■

### DESSANGE INTERNATIONAL MET LES BOUCHÉES DOUBLES POUR CONQUÉRIR LE MONDE

■ Un triptyque de marques (Dessange, Camille Albane, Fantastic Sams), une activité de produits en propre en plein essor et une envie de conquérir le monde de l'Europe du Nord au Brésil : pour le spécialiste du marché de la coiffure haut de gamme, dont le volume d'activité a atteint 1 milliard d'euros en 2012 pour un chiffre d'affaires de 61 millions en hausse de 14 %, l'année 2013 s'annonce sous les meilleurs auspices. Benjamin Dessange, président du directoire, commence l'année sur les chapeaux de roues en signant une master-franchise avec un conglomérat japonais, qui relancera les salons Dessange dans le pays (ils passeraient à 50, contre 8 aujourd'hui) et une autre en Azerbaïdjan. L'autre fait marquant concernera l'Europe du Nord avec une installation programmée cette année en Allemagne et en Grande-Bretagne. En attendant un lancement en Chine, qui avance bien, et le Brésil, prévu pour aboutir en 2013. ■



■ **LE CONSEIL NATIONAL** des professions de l'automobile (CNPA) a rencontré début janvier le gouvernement, et en particulier Arnaud Montebourg, pour lui soumettre une initiative. Le CNPA pousse pour le déblocage de la participation pour financer l'achat d'un véhicule neuf. Il a reçu un avis de principe positif du gouvernement qui étudie les modalités législatives. L'idée serait de le coupler avec une opération environnementale.

■ **DEUX ARRONDISSEMENTS** parisiens tiendraient la corde pour le futur ancrage de NKM aux municipales. Elle pourrait jeter son dévolu sur le 18<sup>e</sup>, un arrondissement de reconquête, riche en personnalités socialistes, que personne ne lui reprochera de ne pas pouvoir gagner. Autre possibilité, mais plus risquée : le 5<sup>e</sup>, fief menacé de la famille Tiberi, qu'il lui faudrait alors absolument conserver pour la droite.

■ **LE PARTI DES RADICAUX DE GAUCHE** s'est fixé comme objectif de pouvoir constituer un groupe au Conseil de Paris à l'issue des prochaines municipales. Autrement dit, obtenir cinq sièges contre trois actuellement.

■ **DES DÉPUTÉS PS**, proches de Jean-Marc Ayrault, ont critiqué le fait que François Hollande ait choisi Dijon pour débiter son cycle de voyages de 48 heures en province. Au motif que François Rebsamen, sénateur-maire, a pris la tête des opposants à la réforme sur le cumul des mandats. L'Élysée, de son côté, a jugé utile que Hollande s'affiche dans une ville longtemps de droite.

■ **LA FONDATION CONCORDE** sortira en avril une contribution au débat sur la transition énergétique. Un groupe de travail animé par Philippe Chalmin va continuer d'ici là à auditionner des personnalités du secteur tel dernièrement André-Claude Lacoste. Christian Pierret devrait participer au colloque au cours duquel seront détaillées les préconisations de la fondation.

■ **LE PROJET DE LOI** sur la santé publique, auquel Marisol Touraine tient beaucoup, ne devrait pas être formalisé ni discuté avant début 2014, en raison de l'encombrement parlementaire. Entre-temps, le ministère aura déterminé l'ensemble des sujets qu'il compte intégrer à ce texte, dont la politique de lutte contre le tabac. D'ici là, les actions se focaliseront sur la politique tarifaire.

### EXIL FISCAL : LES DÉPUTÉS PS PEAUFINENT LEURS PROPOSITIONS

■ Piloté par Yann Galut, député du Cher, le groupe de travail des députés socialistes sur l'exil fiscal a commencé à identifier les grands axes de propositions qu'il devrait présenter fin avril. Primo, le groupe est tenté de s'inspirer du principe de « la résidence conservée », qui fonctionne en Allemagne, où les exilés fiscaux continuent à y régler leurs impôts selon les barèmes de leur pays jusqu'à dix ans après leur départ. Les députés auditionneront cette semaine un expert d'outre-Rhin sur ce sujet. Autre orientation : une réforme de l'exil fiscal. Enfin, le groupe de travail devrait demander à durcir, en cas de fraudes, l'arsenal des sanctions pénales. Jusqu'ici, ce travail d'élaboration s'effectue sans pressions de Bercy ni des cadors du groupe socialiste et de la commission des finances. ■

### INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA COMMISSION DURON À LA PEINE

■ La commission Mobilité 21, présidée par le député-maire PS de Caen Philippe Duron, chargée de faire le tri dans le Schéma national des infrastructures de transport, est très embarrassée. Compte tenu des réalisations déjà engagées et dans l'hypothèse du lancement du Lyon-Turin, l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, qui dispose d'un peu plus de 2 milliards d'euros de ressources annuelles, ne pourra financer aucun nouveau projet d'envergure avant 2024. Problème : ce premier classement met en cinquième et sixième position les lignes TGV Paris-Clermont-Ferrand et Nice-Marseille. Des projets très coûteux qui risquent de mettre le gouvernement en difficulté par rapport aux élus concernés. Du coup, la commission Duron va réfléchir à introduire de nouveaux critères de pondération afin de « faire remonter » certains projets plus réalistes, comme l'amélioration de la route nationale Centre Europe-Atlantique. Reste qu'arrivent en tête des projets dans les tuyaux depuis longtemps qui pourraient être finançables : la liaison ferroviaire Roissy-Picardie, l'interconnexion des lignes à grande vitesse au sud de Paris, le doublement de l'A31 (Toul-Luxembourg), le contournement de Lyon par rail. ■

■ **LE PROJET D'AÉROPORT** de Notre-Dame-des-Landes ne devrait pas être conforté par les travaux de la commission de dialogue présidée par Claude Chéreau. Outre la fragilité des projections de trafic, le rapport qu'elle remettra à Jean-Marc Ayrault pointera le manque de visibilité pour les collectivités locales quant aux retombées économiques mais aussi le risque juridique de remise en cause des procédures par Bruxelles.

■ **LE CONSEIL GÉNÉRAL** de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies, l'ex-conseil général des Mines, a donné un avis favorable à Variscan Mines pour une campagne d'exploration minière en France qui débutera dans la Sarthe.

■ **UN BILAN** des sociétés publiques locales (SPL), créées en 2012, a été dressé par la profession. Sur les 97 lancées, 17 l'ont été ex nihilo, et beaucoup résultent de transformation de sociétés d'économie mixte ou de régies. Les quelque 150 SPL dont la création est envisagée cette année portent en majorité sur les secteurs du tourisme, culture et loisir, sur l'environnement et les réseaux ainsi que sur l'aménagement.

■ **YAZID SABEG** n'est pas opposé au rapprochement, évoqué au récent Comité interministériel des villes, entre le comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), qu'il préside, et l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Mais il souhaite alors que ce dernier soit coiffé par le comité de l'Anru, seule façon, selon lui, pour que l'ensemble formé avance des idées innovatrices.

■ **LES SOCIÉTÉS DE MESSAGERIE** adhérentes de la Fédération des entreprises de transport et de logistique de France n'osent plus se réunir depuis l'ouverture en 2010 par l'Autorité de la concurrence d'une enquête sur soupçon d'entente sur les prix. Celle-ci a mené des auditions ces derniers mois.

■ **LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE** vient de mettre en place neuf groupes de travail pour préparer le déménagement de la Place Vendôme à Aubervilliers en 2015. Chaque administration du ministère sera pilote sur un thème. Par exemple, la pénitencière sera en charge des questions de sécurité. Une faille commence déjà à apparaître : l'absence d'offre hôtelière suffisante à Aubervilliers. ■

### EUROPE : NOUVELLE RÉVISION À LA BAISSSE DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE

**S**i l'hiver touche à sa fin, la conjoncture, elle, est toujours aussi glaciale sur le Vieux Continent. Preuve : les experts de Morgan Stanley viennent de réviser une nouvelle fois à la baisse leurs prévisions de croissance pour la zone euro. « Le recul de l'activité a été plus important que prévu à la fin de l'année 2012 et si on en croit les enquêtes menées auprès des ménages et des consommateurs, il faudra attendre l'été pour que l'activité se stabilise », explique l'économiste en chef Elga Bartsch. Selon elle, le PIB de la zone euro devrait reculer de 0,7 % cette année, une mauvaise performance qui s'explique par la récession en Espagne (- 1,5 %) et au Portugal (- 3 %) mais aussi par le léger recul (- 0,3 %) du PIB français. Certes, l'Allemagne, l'Australie et l'Irlande profitent davantage que prévu de la reprise des échanges internationaux. Mais cela ne suffit pas à compenser l'atonie de la consommation et de l'investissement dans les autres pays. Autre mauvaise nouvelle, certains pays, dont la France et les Pays-Bas, ont reporté à 2014 une partie non négligeable des efforts de réduction du déficit budgétaire. Résultat : l'année prochaine sera encore plombée par la politique budgétaire restrictive. Ainsi, le PIB de la zone euro ne progresserait que de 0,9 % l'an prochain. Et la France (0,6 %), qui souffre d'un déficit de compétitivité, fera à nouveau moins bien que l'Allemagne (1,6 %).

### ÉTATS-UNIS : REBOND DU CLIMAT DES AFFAIRES, LES ÉCONOMISTES PERPLEXES

**E**n théorie, le niveau de confiance des chefs d'entreprise est compatible avec une croissance du PIB supérieure à 3 % outre-Atlantique. Mais les économistes de BNP Paribas estiment qu'il est trop tôt pour ajuster les prévisions en conséquence. En effet, les créations d'emplois ne suffisent toujours pas pour faire baisser le taux de chômage (7,7 % en février). Dans ce contexte, les salaires sont tirés vers le bas, tout comme le pouvoir d'achat des ménages, sur lequel pèsera la remontée du taux de cotisations sociales. Autre frein à l'activité : le désendettement des ménages. Si le marché de l'immobilier se redresse, les Américains continuent d'assainir leur situation financière. Les dernières données de la Fed, couvrant le quatrième trimestre de 2012, montrent ainsi un nouveau recul du taux d'endettement des ménages, à 106 % du revenu disponible. Le retour à l'endettement ne se fera que très graduellement, estiment les experts. De fait, les ménages n'apportent plus autant d'eau au moulin de la croissance. Raison de plus pour rester calé sur une croissance de 2 % l'an.

### TAUX LONGS : UNE ANOMALIE SANS CONSÉQUENCE

**D**epuis quelques semaines, les rendements des obligations d'Etat américaines augmentent plus vite que ceux des obligations fédérales allemandes, alors qu'ils évoluaient jusqu'ici de concert. « Les investisseurs se montrent très sensibles aux statistiques économiques, et plus particulièrement aux informations sur le marché du travail », expliquent les experts d'Aurel BGC. Alors que l'inflation et les anticipations d'inflation restent faibles aux Etats-Unis, chaque bonne nouvelle sur l'activité économique nourrit les craintes de diminution, voire d'un arrêt précoce, des programmes actuels d'achat de titres sur le marché obligataire. Ces craintes sont exagérées, affirment les experts. Les injections de liquidités semblent assurées pour les prochains mois. L'écart entre les rendements américain et allemand devrait donc se stabiliser, voire diminuer légèrement ces prochains mois. Mais cela n'empêchera pas les taux longs de poursuivre leur hausse progressive de part et d'autre de l'Atlantique. Les experts de la Société générale parient déjà sur un retour des taux américains à 2,75 % en fin d'année, contre environ 2 % aujourd'hui. La hausse est loin d'être négligeable. Mais elle laissera tout de même les taux longs américains au-dessous de leur valeur théorique.

## LE DESSOUS DES CARTES

### CHINE : UN BOOM DU CRÉDIT SANS EFFET SUR LA CROISSANCE ?

Ce n'est pas un hasard si tous les économistes ont les yeux rivés sur la Chine. Les nouveaux crédits se sont envolés par rapport au PIB de plus de 15 points sur les douze derniers mois pour représenter un niveau de 42 % par rapport au PIB. A titre de comparaison, la Chine n'est plus très loin du seuil atteint en 2009 après une relance massive. Quels seront les effets de cette abondance de crédits ? Pour l'instant, curieusement, le boom du crédit n'entraîne pas d'accélération de la croissance, notent les experts de JP Morgan. La première explication – la plus inquiétante – est que l'impact de la croissance du crédit se fait de moins en moins sentir. En d'autres termes, la Chine a besoin d'un stimulus encore plus fort, quitte à recréer une

bulle, en raison par exemple de surcapacités de production. La seconde explication, plus rassurante, est qu'il y a un décalage dans le temps entre l'octroi de nouveaux crédits et leur impact sur l'économie. Le crédit s'est envolé durant les mois d'hiver. On peut supposer que l'impact économique de cette hausse sera constaté au printemps, signalent les experts de JP Morgan. La croissance chinoise aux deuxième et troisième trimestres pourrait donc dépasser les attentes du consensus. Ce scénario arrangerait les affaires des gouvernements européens, prisonniers de la rigueur économique. A condition toutefois qu'il se réalise. Pour l'instant, l'hypothèse d'une offre de crédit trop abondante et inefficace en Chine est tout aussi crédible. ■





## Espagne : libéralisation en vue

**L**e gouvernement de Mariano Rajoy va ouvrir début avril une deuxième phase de son plan de réformes. Il annoncera un nouveau train de mesures en même temps que la révision de sa prévision de croissance pour 2013.

Madrid, qui prévoyait une récession de 0,5 % du PIB, doublera ce chiffre pour le porter à 0,9 % ou 1 % du PIB, plus proche des anticipations de la Commission européenne et du FMI qui s'attendent à une contraction de l'activité autour de 1,5 %.

Cette révision des perspectives économiques ne sera pas gratuite pour Madrid. Bruxelles, qui devrait consentir à octroyer plus de temps à l'Espagne pour réduire son déficit sous la barre des 3 % du PIB, exige en retour qu'un vaste programme de réformes structurelles soit présenté. Objectif : favoriser un retour rapide de la croissance en libéralisant l'économie espagnole.

Rajoy prévoit ainsi d'accélérer l'unification du marché espagnol, jusque-là fragmenté entre les 17 régions autonomes, via un système de licences uniques pour tous les secteurs économiques. Il compte aussi libéraliser le secteur des transports. Les réformes seraient passées par décret afin d'accélérer leur mise en œuvre et convaincre la Commission et le FMI de la détermination espagnole. ■

■ **UN SOMMET** des régions du monde se tiendra en octobre 2014 à Montpellier à l'initiative du R20, ONG fondée par Arnold Schwarzenegger et présidée par Michèle Sabban. But de cette opération, soutenue par Laurent Fabius : formuler des propositions à l'intention des gouvernements en vue du sommet de Paris de 2015 sur le changement climatique.

■ **L'AXE FRANCO-ALLEMAND** pourrait connaître une traduction spectaculaire aux élections européennes. Des hauts fonctionnaires français et des politiques, de gauche et amis de l'Allemagne, suggèrent qu'un ou deux Français se présentent sur les listes allemandes et réciproquement.

■ **LE PARLEMENT** européen va mener une étude d'impact sur les conséquences de la sécession d'un Etat ou d'une région de l'UE. Le président des affaires constitutionnelles, Carlo Casini (PPE), se verra confier le rapport.

■ **UBIFRANCE** réoriente son réseau à l'international de l'Europe vers les économies émergentes, notamment l'Asie : le bureau au Portugal a été fermé pour être intégré au bureau espagnol, tandis qu'une antenne devrait ouvrir en Birmanie au printemps et à Nairobi cet été.

■ **SAMSUNG** prévoit de mettre à l'eau en octobre la coque de l'usine flottante d'extraction liquéfaction de gaz FLNG, commandée par Shell pour son projet baptisé « Prélude », sur lequel travaille le français Technip. Les chantiers navals sud-coréens prévoient une livraison au large de l'Australie-Occidentale d'ici à deux ans.

■ **BERTIN TECHNOLOGIES**, filiale de Cnim, négocierait la vente de caméras de détection de gaz suspects Second Sight avec des pays du Golfe. Le fabricant s'appuie sur l'utilisation de ses équipements par l'armée française pour rafler la mise.

■ **L'EBA** (European Banking Authority) estime, dans une enquête interne, que les fonds du mécanisme européen de stabilité (MES) seraient insuffisants au cas où les institutions financières italiennes et espagnoles y feraient appel. Ne disposant plus que de 300 milliards d'euros, le MES ne pourrait financer en même temps les besoins de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce, de Chypre, ainsi que le refinancement du Portugal et de l'Irlande. L'EBA recommande en conséquence de limiter l'accès au financement des différents pays ou bien de renforcer le fonds à hauteur de 300 milliards d'euros.

■ **LA RUSSIE** mise sur l'émergence prochaine de fonds privés franco-russes dans la foulée de la récente rencontre Hollande-Poutine à Moscou. L'ambassadeur à Paris, Alexandre Orlov, a déjà été approché en ce sens. Ces fonds cibleraient notamment des projets dans des pays tiers.

## BARROSO : IL VISE LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ONU

■ Le président de la Commission européenne prépare l'après-Bruxelles où son mandat arrive à échéance en décembre 2014. José Manuel Barroso a fait une croix sur la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle portugaise où la politique d'austérité imposée par Bruxelles a réduit ses espoirs à néant. Résultat : il se positionne sur la succession de Ban Ki-moon en juin 2016. Car, après l'Afrique et l'Asie, c'est au tour de l'Europe de porter son candidat à la tête des Nations unies. Il s'emploie à multiplier les contacts personnels avec les dirigeants internationaux, dont les membres permanents du Conseil de sécurité. Barroso se serait assuré le soutien de Washington en poussant le lancement des négociations sur un accord de libre-échange UE-Etats-Unis et se fait discret sur le problème des droits de l'homme en Chine afin d'obtenir l'appui de Pékin. ■

## EUROPE DE LA DÉFENSE : L'OFFENSIVE DE PARIS

■ Le gouvernement français s'inquiète des positions que prendrait la Commission européenne sur la relance de la défense européenne. Bruxelles, avec l'appui d'une task force de plusieurs commissaires, prépare pour juin des recommandations afin de préparer le sommet de décembre qui doit déboucher sur des positions concrètes. Nicole Bricq vient de lancer un groupe de travail sur le sujet auprès des industriels français du secteur et du Gifas, qui est animé par Jean-Dominique Giuliani (Fondation Robert-Schuman). But : mettre l'accent sur les normes et les barrières non tarifaires pour aboutir à un marché européen unifié. Paris compte aussi rappeler que le principal objectif doit être celui de l'autonomie stratégique et de la préférence européenne. ■

### La Lettre de L'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité

de Philippe Reiller, RÉDACTEUR EN CHEF (41.63), preiller@lexpansion.com

RÉDACTION :

Emmanuelle Leneuf, GRAND REPORTER (41.64), eleneuf@lexpansion.com,

Marie-Jeanne Pasquette, GRAND REPORTER (42.01), mjpasquette@lexpansion.com,

Thierry Mestayer (42.06), tmestayer@lexpansion.com (INTERNATIONAL),

Danièle Licata (40.47), dlicata@lexpansion.com (PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES),

Sébastien Julian (43.12), sjulian@lexpansion.com (PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Christophe Barbier.

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT : Eric Matton.

ÉDITEUR : Frank Guillermain.

RELATIONS CLIENTÈLE : Nadia Boufassa (42.99).

RÉDACTION TECHNIQUE :

RÉVISION : Karim Maamar.

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION :

Isabelle Breton.

Prix du numéro : 32 € TTC.

Abonnement premium : 1 495 € TTC.

Société éditrice : Groupe Express-Roularta.

SA au capital de 47 150 040 €.

RCS Paris : 552 018 681.

Siège social :

29, rue de Châteaudun,

75009 Paris.

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Rik De Nolf.

Principal actionnaire :

ROULARTA MEDIA FRANCE

Imprimé par Impro,

98, rue Alexis-Pesnon, 93100 Montreuil.

Commission paritaire n° 1112 I 82343.

Toute reproduction non autorisée

même par photocopie est interdite.

Copyright 2013.

ISSN0399-8606

■ **NICOLAS SARKOZY** fait comprendre à ses interlocuteurs politiques que c'est bien François Fillon qui l'agace actuellement le plus à droite, en raison de sa stratégie de différenciation. Tandis qu'il voit en Jean-François Copé celui qui est contraint à être dans sa roue avec l'espoir de décrocher Matignon s'il revenait à l'Élysée en 2017.

■ **LAURENT FABIUS** donnera une conférence en Sorbonne le 27 mars où il explicitera son concept de puissance d'influence pour guider la stratégie diplomatique française.

■ **BRUNO LE MAIRE** va rencontrer d'ici la fin mars à Strasbourg les eurodéputés français du groupe PPE. Il compte notamment attirer des parrainages en cas d'éventuelle candidature à la présidence de l'UMP.

■ **NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET** multiplie les rencontres en tête à tête avec les élus sortants de la droite parisienne pour jauger de leur poids ou de leur utilité dans son dispositif aux municipales. Certains de ces entretiens se déroulent sans ménagement.

■ **MICHÈLE SABBAN**, vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, qui va prendre la tête de l'Eurodyssée (Erasmus de jeunes non-diplômés), compte aller aux Européennes. Pas forcément en Ile-de-France, peut-être dans une des circonscriptions interrégionales.

■ **NICOLAS FORISSIER**, ex-secrétaire d'État à l'agriculture, ex-député UMP de l'Indre, a créé son propre cabinet. Autour de trois axes : stratégie d'entreprises, lobbying et développement des relations avec l'Inde, notamment dans l'agroalimentaire.

■ **PATRICE GÉLARD**, sénateur UMP, va démissionner de la présidence de la commission de contrôle des opérations électorales interne à l'UMP, la fameuse Cocoe, qui fut mise en cause lors de l'élection du président de l'UMP l'automne dernier.

■ **ARNAUD MONTEBOURG** multiplie les consultations auprès d'économistes extérieurs, parfois atypiques, en parallèle à sa mobilisation sur les entreprises en difficulté. Il a notamment reçu Gaël Giraud, très critique sur le projet de réforme bancaire, Yoland Bresson ou l'Américain Dan Breznitz, spécialiste des nouvelles politiques industrielles et de l'innovation.

■ **HENRI LACHMANN**, président du conseil de surveillance de Schneider Electric, estime que le pourcentage de chiffre d'affaires du groupe consacré à la R & D, actuellement de 5 %, pourrait être plus élevé. Il note que le groupe ne fera des embauches en France que strictement compensées par le départ de personnels moins performants.

■ **FRANÇOIS DROUIN**, vice-président de la BPI, sera l'invité, ce vendredi, du petit déjeuner organisé par le Cercle des stratèges disparus. Présidé par Thierry Bernard, celui-ci a été lancé en 1995 à l'initiative des auditeurs de l'Institut des stratégies industrielles. Conçu pour réfléchir aux stratégies industrielles, les travaux du Cercle concernent désormais l'économie française dans toutes ses dimensions.

**GUY LOICHEMOL**, partner de Havas Paris, à l'origine de l'élaboration d'un « Livre blanc pour la promotion de l'actionnariat individuel et salarié, acteur du financement et de la croissance des entreprises », a entamé une série de rencontres avec l'Élysée, Bercy et des parlementaires. Objectif : pousser à la création d'un plan d'épargne investissement dont la durée de détention serait de 12 ans, le plafond de 200 000 euros, et concernerait les actions cotées et non cotées dans des PME et PMI, et les grandes capitalisations. Le but serait de réorienter l'épargne des Français vers des placements créateurs de richesse pour l'économie.

■ **DOMINIQUE BERTINOTTI**, ministre déléguée, chargée de la Famille, assistera au colloque organisé par la Chambre des notaires de Paris et l'École du notariat de Paris le 17 avril sur le thème « La famille dans tous ses états ». Quatre thèmes ont été retenus : le couple, l'enfant, l'ouverture internationale, en présence d'Amine Zniber, président de la Chambre des notaires de Rabat, et la réflexion avec Irène Théry, sociologue.

■ **JÉRÔME CAHUZAC** remettra le 20 mars, Journée internationale de la francophonie, le prix FFA-Turgot du meilleur livre d'économie francophone. Parmi les trois ouvrages récompensés figure Emmanuel Matteudi pour *Les Enjeux du développement local en Afrique, ou comment repenser la lutte contre la pauvreté*. Le Forum francophone des affaires célébrera la francophonie sur le thème : « L'économie se pense et s'écrit en français ».

■ **FRANÇOIS LONCLE**, député PS de l'Eure, et Pierre Lellouche, député UMP de Paris, chargés à l'Assemblée de suivre la situation dans la zone Sahel, ont prévu de se rendre en avril au Mali (Bamako et Tombouctou). Ils souhaitent enchaîner avec le Niger, la Mauritanie, ainsi que le Burkina Faso.

■ **HENRI JIBRAYEL**, député PS des Bouches-du-Rhône, estime que Marie-Arlette Carlotti tient la corde pour la mairie de Marseille. En cas de primaires, elle pourrait être inquiétée par Eugène Caselli, qui peut s'appuyer sur plus de réseaux. Mais Jibrayel juge que celui-ci « est parti un peu tard. »

■ **ALAIN TOURET**, rapporteur de la proposition de loi du PRG proposant le retour à une circonscription unique aux Européennes (solution a priori écartée par le gouvernement), en détaillera cette semaine les avantages. En révélant que si ce système avait prévalu aux dernières Européennes, le résultat en sièges des partis n'aurait été modifié qu'à la marge. Contrairement aux craintes du PS.

■ **JEAN-LOUIS BIANCO** transmettra fin mars au gouvernement la synthèse de sa dernière vague d'auditions qu'il réalise dans le cadre de la préparation de la réforme du rail.

■ **PATRICE MOLLE**, préfet, ex-directeur adjoint de l'IHEDN, va rejoindre Thomas Legrain Conseil en qualité de senior advisor. A travers ce recrutement, le cabinet vise à accélérer son développement sur des missions de lobbying stratégiques pour des groupes et des organisations professionnelles.

■ **MARWAN LAHOUD**, premier vice-président du Gifas, devrait succéder en juillet à Jean-Paul Herteman à la présidence du Gifas. Le mandat de ce dernier à la tête de ce groupement arrive à échéance.

■ **JEAN-LOUIS MISSIKA**, adjoint au maire de Paris chargé de l'innovation, de la recherche et des universités, tiendra un rôle important dans le dispositif de campagne d'Anne Hidalgo. Il est cité comme un possible futur premier adjoint en cas de victoire de celle-ci.

■ **MÉMONA HINTERMANN**, au titre de ses fonctions aux CSA, va initier un tour de France à la rencontre de groupes d'enseignants et d'élèves de lycée afin d'échanger sur une meilleure utilisation des médias.